

La fille d'un opposant rwandais espionnée par Pegasus en Belgique

Le Soir, 19/07/2021 Projet Pegasus : la fille de Paul Rusesabagina espionnée en Belgique Les contacts et conversations de Carine Kanimba, la fille de Paul Rusesabagina vivant en Belgique, ont été espionnés via le logiciel Pegasus. [Photo : Carine Kanimba annonce un procès inique et se bat sans relâche pour la libération de son père.]

Opposant notoire du président Kagame, héros du film Hâtel Rwanda, Paul Rusesabagina est actuellement jugé à Kigali. Carine, qui réside dans le Brabant flamand, annonce un procès inique et se bat sans relâche pour la libération de son père. En quelques mois, le téléphone de la jeune femme a été ciblé par plusieurs dizaines de reprises par le logiciel espion Pegasus, révèle une enquête du Soir et de Knack, en collaboration avec Forbidden Stories et Amnesty International. Les autorités rwandaises démentent toute implication. Employé par la Sabena, devenu gérant de l'hôtel Mille Collines qui détient la compagnie aérienne au cœur de Kigali, Paul Rusesabagina n'a pas encore fêté ses 40 ans lorsque le 6 avril 1994, un missile sol-air touche de plein fouet le Falcon 50 qui ramène le président rwandais Juvénal Habyarimana de Tanzanie. Déclenchant un génocide qui, en quelques semaines, signera la mort de plus de 800.000 Tutsis et Hutus modérés. Immédiatement, Paul Rusesabagina, dont l'épouse est tutsie, se réfugie dans l'hôtel dont il a la charge. Avec 1.268 autres réfugiés, les protégés des milices qui ont fait tomber le régime sont encerclés. Ce sauvetage a, dix ans plus tard, été mis en scène par l'Irlandais Terry George dans le film Hâtel Rwanda. Installé en Belgique avec sa famille depuis 1996 mais depuis lors, il a vécu plusieurs années aux États-Unis devenu un des opposants les plus virulents de l'actuel président rwandais Kagame, Paul Rusesabagina. À la fin du mois de mai 2020, il y répond actuellement de neuf chefs d'accusation, dont celui de tentative de finir ses jours en prison. Comment ce dissident averti, dont les inimicités réciproques avec les autorités de Kigali étaient connues, s'est-il ainsi retrouvé à la fin des vacances de 2020, revêtu d'une chemise de prisonnier, exhibé à la presse par le Bureau d'investigation rwandais ? Si le déroulé des événements qui ont conduit à son incarcération demeure confus, il est néanmoins acquis que ce citoyen belge avait été collé de l'aéroport de San Antonio (Texas), où il réside une partie de l'année, afin de se rendre au Burundi. Lorsque son vol fit escale aux Emirats arabes unis, un pays qui entretient d'excellentes relations avec le Rwanda, Paul Rusesabagina embarqua dans un avion privé qui, croyait-il, allait le mener à Bujumbura mais le dériva à Kigali, où son procès s'est ouvert en février dernier. Plainte pour « menaces de mort » Rapidement et bien que Paul Kagame lui-même réfute tout recours à des technologies telles que Pegasus (lire ci-dessous), les proches de M. Rusesabagina (67 ans) ont envisagé que les communications de ce dernier avec sa famille aient été placées sous séquestre. Une suspicion qui s'est avérée lors de la mise en œuvre de cette enquête collaborative, un des iPhones de Carine Kanimba a été analysé par le Security Lab d'Amnesty International et révélés des traces d'intrusion. « J'avais mon père jusqu'à Dubaï, il s'était arrangé lui-même pour aller de Dubaï au Burundi », raconte Carine Kanimba, qui se bat sans discontinuer pour la libération de son père. « Il ne se serait jamais rendu au Rwanda de son plein gré, parce que le gouvernement rwandais a tenté de le tuer. Ils ont essayé à plusieurs reprises (à l'étranger). Il y a quelques années, nous avons enregistré audio de deux personnes en train de parler. C'étaient deux membres du Bureau d'investigation, ils envisageaient d'empoisonner mon père mais aussi de mettre des photos pornographiques dans son ordinateur. Ils avaient ce matériel, il leur fallait juste pouvoir s'approcher de son ordinateur. Puis ils auraient alerté le FBI (Paul Rusesabagina a une résidence aux États-Unis, NDLR) afin qu'ils arrêtent pour pédophilie. Et la même chose se serait passée en Belgique. Mon père s'est rendu à la police afin de déposer plainte. » Cette plainte pour « menaces de mort » recueillie par la police fédérale en septembre 2018, les partenaires du Pegasus Projet se la sont procurée. Paul Rusesabagina y raconte le fichier audio, les menaces à son encontre, insiste sur le fait qu'il prend « ces menaces très au sérieux » et que sa disparition « arrangerait le pouvoir ». Sous surveillance Effectuée par le Security Lab d'Amnesty International, l'audit du téléphone belge de Carine Kanimba révèle de premières traces d'infection fin janvier 2021 qui ne signifie pas qu'il n'y a pas eu précédemment, certains malicieux ayant la capacité d'effacer leurs traces. Ceux du Citizen Lab de Toronto, les experts du Security Lab d'Amnesty International sont les mieux qualifiés au monde pour retrouver des traces du logiciel espion Pegasus dans un téléphone. D'autres incontestables signes de malveillance informatique ont encore été relevés dans les derniers jours de janvier, puis en février, en mars et en avril. En mai, lorsque la jeune femme a fait un voyage aux États-Unis, rien de suspect n'est relevé dans l'historique des activités de son iPhone. Puis de nouvelles traces sont découvertes à la date du 19 juillet dernier. « Ce jour-là, j'ai rencontré la ministre belge des Affaires étrangères, Sophie Wilmès », se souvient Carine. « Et mon téléphone était dans la pièce. » Vraisemblablement espionnée aussi, ses contacts avec des parlementaires européens afin de faire adopter une résolution dénonçant notamment le « transfert illégal » et « la détention secrète » de Paul Rusesabagina, avec les membres de la délégation européenne au Rwanda, avec l'Association internationale du barreau, avec des journalistes du monde entier et avec les avocats de son père. Sans oublier avec des autorités britanniques et américaines. Autrement dit, toutes ses communications tenues depuis la Belgique en 2021 ont potentiellement été interceptées. « Je sais qu'un grand nombre des parlementaires belges que nous avons contactés et qui nous ont apporté leur soutien ont une résolution adoptée en Belgique fin juin, NDLR a été approchée par le gouvernement rwandais, que ce soutien nous ait été donné en public ou en privé. Je parlais à un parlementaire belge et quelques jours plus tard, il me disait qu'il avait été approché par une personne rwandaise. C'était suspect. » Un autre élément troublant concerne un témoignage sous serment que Carine voulait faire signer par son père en avril dernier, attestant qu'il avait été maltraité et torturé. « Nous en avons discuté avec l'équipe, en parlant avec nos avocats rwandais. Mais lorsque notre avocat rwandais est allé voir mon père en prison, il a fouillé et on lui a demandé le formulaire que mon père était censé signer. Mais l'avocat n'était pas au courant, nous n'avons pu le sujet avec lui. D'une manière ou d'une autre, les gardiens savaient ce qu'ils devaient chercher. Ils ont

accéder aux informations concernant ce témoignage alors que nous avions été très prudents à ce sujet. A ce moment, nous avons compris que le téléphone de l'un de nous était infecté. C'est un outil d'intimidation, au printemps dernier donc, Carine Kanimba avait intégré depuis plusieurs mois qu'elle était une cible potentielle des services de renseignement. Elle se souvient ainsi de son retour des Etats-Unis vers la Belgique en septembre 2020, afin de prévenir la défense de son père qui venait d'être incarcéré à Kigali. Lorsque je suis arrivé en Belgique avec moi un téléphone que des spécialistes en sécurité ont analysé. Ils y ont trouvé un SMS avec un lien suspect, lequel je n'avais pas cliqué. Nous avons détruit ce téléphone. La jeune femme a alors acheté un iPhone X. Il y a un risque qu'il soit à son tour mis sous surveillance mais elle n'avait pas le choix, estime-t-elle. Comme je voyons nous devons obtenir le soutien de plusieurs pays. Mais aussi, je ne pouvais pas me permettre d'être absente même dix secondes des réseaux sociaux, je devais y être pour défendre mon père. Le gouvernement rwandais mène une grande campagne de communication, ils ont embauché des centaines de trolls afin de propager de la désinformation sur les réseaux sociaux. Des coups de semonce, une succession d'indices et de suspicions qui expliquent que Carine n'a pas tremblé en apprenant que cet iPhone acheté en Belgique est depuis de long mois connu du logiciel Pegasus. Lorsqu'elle en a eu confirmation dans le cadre du Pegasus Project, sa première réaction a été : « Voici une nouvelle façon de nous distraire. Elle précise : « Distraction parce que je suis là, maintenant, à essayer de trouver une façon de les éloigner, de les éviter. Je dois changer de téléphone. Je dois prendre des mesures (de protection) supplémentaires. Si je ne devais pas me soucier de tout ça, je serais plus productive. Mon autre réaction, c'est que c'est aussi un outil d'intimidation. Ce que nous faisons, c'est défendre la vérité. Et ils connaissent cette vérité. A part mes contacts donc pas ce qui pourrait leur être utile. Tout ce que nous faisons, c'est défendre la vérité et je n'ai aucun problème qu'ils aient connaissance de cette vérité. L'impact psychologique de savoir que vous n'avez pas de vie privée que vous faites, écrivez, envoyez à quelqu'un peut être lu par quelqu'un d'autre, tout ça n'a aucune importance parce que je travaille à sauver la vie de mon père. Mais je peux comprendre que pour d'autres personnes, ce soit psychologiquement dommageable. Je me bats pour la vérité. Depuis, Carine Kanimba a changé de téléphone. Elle a revu tous ses mots de passe, elle va aussi déposer plainte entre les mains d'un juge d'instruction belge ce que son avocat dit. « Tout va pour moi car je sais que je me bats pour la vérité et que je ne veux pas être intimidée. Je ne veux pas être psychologiquement affectée et que ça me ralentisse. Mais il y a beaucoup de personnes qui nous aident, qui ont rejoint la campagne pour la libération de mon père et le gouvernement rwandais a tenté d'assassiner certaines d'entre elles, en contraignant au silence. Certaines sont ici en Belgique comme des réfugiés ou demandeurs d'asile, nous savons, preuves à l'appui, que leur vie est en danger. Savoir que le gouvernement rwandais pourrait avoir obtenu des informations sur ces personnes me choque. Je ne voudrais pas qu'il leur arrive quoi que ce soit. Je sais que ce logiciel (Pegasus, NDLR) coûte des millions. Mais je ne suis que Carine Kanimba, une femme de 28 ans. Avec mes amis, je discute de programmes, je fais des achats en ligne. L'argent dépensé pour me surveiller aurait pu être utilisé pour nourrir des gens et les sauver. C'est ça qui me dégoûte le plus : vous perdez votre temps à vous occuper de moi tandis que des gens meurent de faim dans votre propre pays. C'est de la diffamation. Sollicité par Le Soir, Vincent Biruta, le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a répondu par l'intermédiaire de ses conseillers que le Rwanda n'utilise pas ce système logiciel comme cela a été confirmé par l'OCDE en novembre 2019 (lire ci-dessous, NDLR), et ne possède pas cette capacité technologique, sous quelque forme que ce soit. Puis, ces fausses accusations font partie d'une campagne permanente visant à provoquer des tensions entre le Rwanda et d'autres pays. Et à semer la désinformation sur le Rwanda, aux niveaux national et international. C'est de la diffamation et cela suffit. Les questions relatives au procès pour terrorisme de Paul Rusesabagina et ses vingt co-accusés ont été largement traitées par la Cour. Les médias suivants participent au Projet Pegasus : Aristegui Noticias, Daraj, Die Zeit, Direkt36, Forbidden Stories, The Guardian, Haaretz, Knack, Le Monde, Le Soir, PBS Frontline, Proseco, Radio France, Süddeutsche Zeitung, The Washington Post, The Wire. « Trop cher pour moi » Jo.Ma. En novembre 2019, après que le Financial Times a révélé l'exploitation probable par le groupe NSO d'une faille dans le logiciel Whatsapp, un Rwandais vivant en Belgique, Placide Kayumba, avait attiré l'attention sur la forte présence d'espions rwandais dans notre pays : « Ici, en Belgique, on se sent la merci de ce que le Rwanda voudrait nous faire. Il y a des cellules dormantes. C'est important d'interpeller la Belgique sur ses relations avec un pays criminel. » Soupçonné alors d'être un des clients de l'entreprise israélienne NSO et de son logiciel Pegasus, le président du conseil Paul Kagame s'est insurgé lors d'une conférence de presse : « Comme tous les pays, le Rwanda fait du renseignement, avant de nuancer en affirmant « ne pas avoir les moyens d'acquiescer une telle technologie, très coûteuse ». Puis, à quoi cela servirait-il de dépenser autant d'argent pour des gens qui n'ont pas d'importance ? Cela n'a pas été interrogé dans le cadre du Pegasus Project, le gouvernement rwandais a répondu qu'il n'utilise pas ce logiciel (...) et ne possède pas cette capacité technique sous quelque forme que ce soit. Intrusion dans une session Zoom Jo.Ma. Le 6 avril, alors qu'un cours en vidéo se terminait avec des élèves de l'université Sainte-Marie de San Antonio (Texas) (<https://www.stmarytx.edu/2021/paul-rusesabagina/>), un invité mystère s'est glissé dans la session. Jusqu'à ce qu'il refuse de répondre à la moindre question et a fortiori de s'identifier, le responsable informatique de l'université a déconnecté de force. Les recherches menées en interne ont démontré que cet utilisateur s'était préalablement brièvement connecté au cours sous le nom de Charles Ntageruka. Avant de se connecter puis de réapparaître, cette fois avec les seules initiales MN comme nom d'utilisateur. Il ne fallut pas longtemps pour identifier M. Ntageruka comme étant un des conseillers de l'ambassade rwandaise à Washington. Une indiscretion qui prend sens lorsqu'on sait que Paul Rusesabagina réside une partie de l'année à San Antonio et que son fils, le frère donc de Carine Kanimba, étudie à l'université Sainte-Marie. Par Joël Matriche Journaliste au service Enquêtes

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```